



## Arrêt

n° 299 344 du 22 décembre 2023  
dans l'affaire X / V

En cause : X

ayant élu domicile : au cabinet de Maître L. LEYDER  
Rue du Serpont 29A/2  
6800 LIBRAMONT

contre :

la Commissaire générale aux réfugiés et aux apatrides

### LA PRÉSIDENTE F.F. DE LA Ve CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 21 mars 2023 par X qui déclare être de nationalité azerbaïdjanaise, contre la décision du Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides, prise le 20 février 2023.

Vu l'article 51/4 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Vu le dossier administratif et la note d'observations.

Vu l'ordonnance du 14 novembre 2023 convoquant les parties à l'audience du 14 décembre 2023.

Entendu, en son rapport, M. de HEMRICOURT de GRUNNE, juge au contentieux des étrangers.

Entendu, en leurs observations, la partie requérante assistée par Me A. DUCHEZ *loco* Me L. LEYDER, avocat, et O. BAZI, attaché, qui comparaît pour la partie défenderesse.

### APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

#### 1. L'acte attaqué

Le recours est dirigé contre une décision de « *refus du statut de réfugié et refus du statut de protection subsidiaire* », prise par le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides, qui est motivée comme suit :

« A. *Faits invoqués*

*Selon vos déclarations, vous êtes monsieur [K. K.] ; vous êtes né le 09/01/1974 à Nakhitchevan ; vous êtes de nationalité azerbaïdjanaise et de confession musulmane. Vous auriez fait votre service militaire en 1991. À l'appui de votre demande de protection internationale, vous invoquez les faits suivants :*

*Dans le courant de l'année 1994, vous auriez rencontré des problèmes avec des agents des autorités azerbaïdjanaises. En effet, vous auriez tenté de passer la douane avec vos véhicules afin de faire du*

commerce d'essence avec la Turquie. Toutefois, les agents présents à la douane vous auraient empêché de passer et cela aurait débouché sur des tensions entre vous et les agents. Vous vous seriez énervé et seriez rentré chez vous.

Peu de temps après cette altercation, alors que vous vous trouviez dans un café, les agents avec lesquels vous auriez eu des problèmes à la douane, à savoir un certain Issa (procureur militaire à Nakhitchevan) et Moussa, accompagnés des fils de leur sœur seraient entrés dans le café où vous vous trouviez. Ils auraient commencé à vous narguer, vous humilier, ils vous auraient dit qu'ils étaient tout puissants et que vous deviez à tout prix quitter le pays. Afin de vous défendre, vous auriez pris un couteau et auriez blessé les fils de la sœur présents dans le café. Vous en auriez blessé un au ventre et un autre à la jambe. Vous expliquez qu'il s'agissait de la légitime défense. Vous auriez été emmené au poste de police, on aurait confisqué votre passeport pour vous empêcher de quitter le territoire et vous auriez été incarcéré jusqu'en 1996. Issa et Moussa vous auraient alors déclaré une vengeance de sang.

En 1998, vous vous seriez marié avec madame [A. K.] (de nationalité azerbaïdjanaise) ensemble vous auriez eu 2 enfants. Vous auriez depuis lors divorcé.

Vers la fin de 1999, vous auriez été incarcéré car les autorités azéries auraient retrouvé une arme et la somme de 30.000\$ dans votre voiture. On vous aurait alors accusé d'avoir accepté des pots de vin et d'avoir utilisé une arme. Vous prétendez avoir été accusé à tort et ajoutez que cette arme et cette somme d'argent auraient été volontairement glissés dans votre voiture. Vous auriez été détenu durant 2 ou 3 ans et libéré vers 2003.

En 2006, alors que vous vous trouviez seul dans la rue tard le soir, vous auriez été agressé. On vous aurait tiré une balle dans le pied et vous vous seriez enfui chez vous.

En 2007, pour des raisons de sécurité, vous auriez déménagé en Ukraine. En 2008, vous vous seriez marié seconde fois avec madame [T. S.] de nationalité arménienne et d'origine kurde. Ensemble, vous auriez eu un enfant.

Ensuite, vous auriez été appelé à retourner en Azerbaïdjan et auriez à nouveau été arrêté. Vers 2011, vous auriez pu obtenir une amnistie, en contrepartie de quoi vous vous seriez engagé à ne pas porter plainte contre les personnes qui vous auraient persécuté auparavant et à quitter le territoire azéri. Vous auriez tenu votre engagement. Ainsi, vous auriez quitté l'Azerbaïdjan mais vous y seriez encore retourné à 2 ou 3 reprises en cachette afin de rendre visite à votre mère gravement malade. Depuis 2016, sur les conseils de votre frère vous ne seriez pas retourné en Azerbaïdjan.

Aujourd'hui en cas de retour, vous dites que vous seriez arrêté à la douane et seriez questionné sur votre relation à votre épouse arménienne. Vous dites que vous risquez d'être arrêté ou tué par les autorités azéries en raison de la vengeance de sang.

À l'appui de votre demande de protection internationale, vous déposez les documents suivants : votre carte d'identité azérie, un permis de séjour temporaire ukrainien, votre acte de mariage délivré en Ukraine, le permis de séjour permanent ukrainien de votre épouse, le passeport arménien de votre épouse, des photos de votre maison en Ukraine, l'acte de naissance de votre enfant, un document du tribunal ukrainien et un document du tribunal azéri.

## **B. Motivation**

Après une analyse approfondie de l'ensemble des éléments de votre dossier administratif, relevons tout d'abord que vous n'avez fait connaître aucun élément dont il pourrait ressortir des besoins procéduraux spéciaux et que le Commissariat général n'a de son côté constaté aucun besoin procédural spécial dans votre chef.

Par conséquent, aucune mesure de soutien spécifique n'a été prise à votre égard, étant donné qu'il peut être raisonnablement considéré que vos droits sont respectés dans le cadre de votre procédure d'asile et que, dans les circonstances présentes, vous pouvez remplir les obligations qui vous incombent.

Après un examen approfondi des éléments que vous invoquez à la base de votre requête et la situation qui prévaut actuellement dans votre pays, il ressort que vous n'avancez pas d'éléments suffisants

permettant de considérer qu'il existerait dans votre chef une crainte fondée de persécution au sens de la Convention de Genève du 28 juillet 1951.

J'estime, en outre, qu'il n'existe pas de motifs sérieux et avérés indiquant que vous encourez un risque réel de subir des atteintes graves telles que définies à l'article 48/4 de la Loi sur les étrangers (Loi du 15 décembre 1980).

Pour rappel, à l'appui de votre requête, vous invoquez des craintes liées à des individus dénommés Issa et Moussa qui seraient très proches de [V. T.], un ancien conseiller de l'Assemblée du Nakhitchévan. En effet, suite à un problème que vous auriez rencontré avec Issa et Moussa à la douane, ceux-ci seraient revenus vous narguer alors que vous vous trouviez dans un café et vous auraient déclaré une vengeance de sang. Vous auriez été incarcéré 3 fois et arrêté à plusieurs reprises par les autorités azéries. Vous auriez été menacé de mort ainsi que d'être arrêté si vous retourniez en Azerbaïdjan. Vous craignez également d'être exposé à davantage de persécutions en raison de votre mariage avec une arménienne. Cependant, rien dans votre dossier ne permet d'attester d'une telle crainte. En effet, plusieurs éléments remettent en cause la véracité des motifs que vous invoquez. Rappelons que le Commissariat général se doit d'apprécier la consistance et la cohérence que vous parvenez à donner à votre récit, qui doit être précis, circonstancié et spontané, afin de juger si vos déclarations suffisent à emporter la conviction de la réalité des éléments sur lesquels vous fondez votre demande d'asile. Or, force est de constater, en l'espèce, que la crédibilité de celui-ci se voit anéantie par différents éléments relevés dans votre dossier administratif, ainsi que de nombreuses inconsistances relevées dans vos déclarations au sujet des problèmes et incarcérations que vous invoquez.

Notons tout d'abord que vous ne parvenez **pas à donner un aperçu clair et structuré de la chronologie des événements** et des problèmes que vous auriez rencontrés. D'abord à l'office des étrangers vous dites avoir été arrêté une première fois en 1994 jusqu'en 1996 et auriez été accusé d'avoir participé à une bagarre. Ensuite vous auriez été emprisonné en 2000 jusqu'en 2003 toujours en raison de cette même bagarre dans laquelle vous auriez été impliqué. Lors de votre entretien au CGRA, vos déclarations sont particulièrement décousues et déstructurées. En effet, vous dites qu'en 1994 on aurait glissé une arme dans votre voiture ainsi que la somme de 30.000\$ et on vous aurait accusé d'avoir accepté un pot de vin et d'avoir utilisé cette arme. Vous dites que cet événement se serait déroulé **avant** la bagarre dans le café (NEP, p.7). Ensuite, vous situez la découverte de l'arme dans votre voiture vers la fin de 1999 – début 2000, soit après l'altercation dans le café qui se serait, elle, déroulée en 1994. Ensuite, vous revenez sur le moment de l'altercation dans le café et la situez en 2006 (NEP, p.9). Ainsi, ce manque de consistance remet fortement en question la véracité de vos propos. Ce n'est pas tant votre incapacité à retenir les dates qui est soulignée ici, mais surtout le fait que vous ne soyez pas en mesure de situer la chronologie des événements que vous auriez vécus. De plus, vos déclarations faites lors de votre demande de protection temporaire et celles faites au CGRA concernant la nature de l'altercation, ne corroborent pas. En effet, lors de votre demande de protection temporaire, vous expliquez avoir tiré sur quelqu'un et avoir été emprisonné pour cette raison. Or, au CGRA, vous précisez très clairement vous être défendu à l'aide d'un couteau et auriez poignardé les fils de la sœur de Moussa et Issa, l'un dans le ventre et l'autre dans la jambe. Ainsi, ces divergences entachent davantage vos propos.

Ensuite à l'OE vous dites que fin 2013 vous auriez à nouveau été arrêté à Bakou et condamné à une peine de **13 ans** de prison, cependant, vous n'auriez purgé qu'une peine de 9 ans et auriez finalement été libéré avec **sursis**. Au CGRA vous dites d'abord avoir été **libéré en 2016** (NEP, p.4). Puis, vous dites avoir été condamné à une peine de **9 ans** en précisant que vous auriez dû être libéré en 2013 mais que vous auriez finalement été libéré en 2011 grâce à **une amnistie** (NEP, p.11). Vous expliquez que vous auriez bénéficié de l'amnistie car vous auriez accepté de ne pas porter plainte contre vos persécuteurs et de quitter le pays, ce que vous auriez fait. Vous dites également n'avoir rencontré aucun problème entre 2011 et votre départ d'Azerbaïdjan en 2016. Vos déclarations changeantes concernant les dates de votre incarcération et les modalités de votre libération ne permettent dès lors pas de croire à la réalité de votre condamnation et de votre peine de prison. De plus, vous déposez un document concernant votre **amnistie**, ce dernier fait référence à un crime pour lequel vous auriez été reconnu coupable, que vous auriez commis en date du 27/10/2004. Il ressort de ce document que vous auriez purgé une peine de prison dans un premier établissement du 27/10/2004 au 14/06/2011 et vous auriez ensuite été transféré dans un autre établissement jusqu'au 07/05/2013. Le CGRA s'étonne fortement du fait qu'au cours de vos entretiens à l'OE et au CGRA vous n'ayez jamais fait référence à un crime grave pour lequel vous auriez été condamné. De plus, vous ne faites pas mention non plus d'une arrestation qui aurait eu lieu en 2004. Ensuite, pour ce qui est de l'amnistie, vous la situez en 2011 et non en 2013 comme mentionné sur le document. Enfin, lors de votre entretien au CGRA vous dites avoir été incarcéré à la prison n°11 de

Nakhitchevan et ensuite à la prison n°5 de Bakou (NEP, p.12), or il ressort du document que vous auriez purgé votre peine dans l'établissement pénitentiaire n°8 de la République autonome de Nakhitchevan. Au vu des divergences importantes entre vos déclarations successives et le contenu de l'attestation d'amnistie, ce document ne permet aucunement d'appuyer vos affirmations. De plus, rappelons que vous avez déposé un faux document à l'office des étrangers, à savoir une carte de permis de séjour permanent en Ukraine (voir document n°7), par conséquent, il est manifeste que vous avez déjà usé de faux documents dans vos rapport avec les autorités belges. Dans de telles conditions, le Commissariat Général examine vos documents avec une circonspection particulière et estime que vu les divergences entre vos déclarations et votre attestation d'amnistie, il n'est pas permis d'accorder foi ni à vos affirmations ni au contenu de ce document.

Il y a également lieu de relever que vous affirmez n'avoir plus vécu en Azerbaïdjan depuis 2011 mais avoir continué à faire des allers-retours en Azerbaïdjan jusqu'en 2016 (NEP, p.11), malgré les problèmes que vous prétendez y avoir rencontrés. Vous dites par ailleurs ne pas avoir eu de problème entre 2011 et 2016 en Azerbaïdjan (NEP, p.11). Vous justifiez cela par le fait que vous auriez rendu visite à votre mère gravement malade, que vous aviez des connaissances à la douane et que vous rentriez quelques jours discrètement. Cependant, **ces retours volontaires** dans un pays que vous dites craindre **ne sont aucunement compatibles avec l'existence d'un risque de persécution ou d'atteinte grave dans votre chef** et continuent de mettre à mal la crédibilité de votre crainte. De plus, force est de constater que vous ne parvenez pas à donner un aperçu convaincant des lieux où vous vous trouviez réellement durant ces dernières années. En effet, vous présentez une fois de plus des déclarations contradictoires. À l'OE vous affirmez avoir vécu en Ukraine à partir de 2016. Or, à l'appui de votre demande de protection temporaire vous prétendez avoir vécu ces 15 dernières années en Ukraine. Ce manque de clarté au sein de vos déclarations remet considérablement en cause vos déclarations.

Ce qui est également incohérent, c'est que vous expliquez que lors de votre dernière libération, les autorités vous auraient demandé de quitter le pays. Toutefois, afin de prouver que vous auriez encore aujourd'hui des problèmes en cas de retour en Azerbaïdjan, vous expliquez être encore recherché dans le pays et que la police continuerait à venir autour de chez vous et ce malgré le fait que les autorités elles-mêmes vous auraient demandé de quitter le pays et aurait pris connaissance du fait que vous aviez quitté l'Azerbaïdjan (NEP, p.13).

En ce qui concerne **vos persécuteurs**, vous dites craindre les dénommés **Issa et Moussa** et vous ajoutez qu'ils seraient à la source de tous les problèmes que vous auriez rencontrés en Azerbaïdjan en raison de leur forte influence. Force est de constater que vous ne donnez que très peu d'informations les concernant. En effet, vous vous contentez de dire que Issa et Moussa seraient des membres de la famille de [V. T.], sans pour autant connaître leur lien de parenté. Vous ajoutez qu'ils auraient beaucoup de pouvoir et précisez que Issa serait procureur militaire à Nakhitchevan mais vous restez très évasif et vous ajoutez simplement qu'« ils travaillent pour les autorités, ils contrôlent tout mais j'ai pas d'autres informations, ils étaient menaçants et pensent que tout leur appartient » (NEP, p.13). Lorsqu'il vous est demandé si Issa et Moussa étaient frères vous répondez alors « je connais rien sur leur famille [...] », vous ne connaissez pas non plus leur nom de famille (NEP, p.13). Or, le CGRA s'étonne fortement du manque considérable d'informations que vous êtes en mesure de donner sur ces deux personnes qui seraient, selon vous, à l'origine des craintes que vous invoquez à l'appui de votre demande de protection internationale. Le fait que vous ne soyez pas en mesure de donner des informations élémentaires concernant ces deux personnes que vous dites craindre jette encore davantage le discrédit sur vos craintes à leur égard. Vu qu'ils sont, selon vous, des personnes d'une grande notoriété, vous auriez dû être capable de fournir de telles informations.

L'article 48/6, §4 de la loi du 15 décembre 1980 dispose que « § 4. Lorsque le demandeur n'étaye pas certains aspects de ses déclarations par des preuves documentaires ou autres, ces aspects ne nécessitent pas confirmation lorsque les conditions cumulatives suivantes sont remplies : a) le demandeur s'est réellement efforcé d'étayer sa demande; b) tous les éléments pertinents à la disposition du demandeur ont été présentés et une explication satisfaisante a été fournie quant à l'absence d'autres éléments probants; c) les déclarations du demandeur **sont jugées cohérentes et plausibles** et elles ne sont pas contredites par les informations générales et particulières connues et pertinentes pour sa demande; d) le demandeur a présenté sa demande de protection internationale dès que possible, à moins qu'il puisse avancer de bonnes raisons pour ne pas l'avoir fait; e) la **crédibilité générale** du demandeur a pu être établie. »

En ce qui vous concerne, il convient de constater que **vous ne remplissez pas ces conditions cumulatives**. Ainsi, le bénéfice du doute ne peut vous être octroyé. En effet, comme étayé dans la décision ci-dessus, de nombreux éléments remettent en cause la crédibilité générale de vos propos. Vos déclarations restent lacunaires et peu cohérentes, ainsi vous ne parvenez nullement à convaincre le CGRA qu'il existe une crainte fondée de persécution en votre chef. Par conséquent, il convient d'évaluer si vous apportez des éléments permettant de confirmer les motifs pour lesquels vous demandez la protection internationale.

Or, les problèmes que vous prétendez avoir rencontrés restent purement déclaratifs. En effet, **vous n'apportez aucune preuve matérielle et pertinente** permettant d'appuyer vos déclarations et donc d'attester l'existence des problèmes que vous auriez rencontrés en Azerbaïdjan. Il convient tout de même de relever que vous auriez été jugé à 3 reprises par le tribunal, que vous auriez été incarcéré à 3 reprises durant de longues périodes et que vous auriez été vous rendre à l'hôpital suite à vos incarcérations au cours desquelles on vous aurait cassé des dents et arraché les ongles de pieds. Il est donc interpellant que vous ne soyez pas en mesure d'apporter le moindre document et ce malgré ces événements marquants, qui aurait permis d'appuyer vos déclarations. Face à ce constat, vous expliquez que vous n'oseriez pas demander à votre frère de se rendre aux archives pour demander des preuves des jugements craignant que ça ne lui porte préjudice (NEP, p.10 et 11). Le Commissariat général rappelle également que le principe général de droit selon lequel « la charge de la preuve incombe au demandeur » trouve à s'appliquer à l'examen des demandes d'asile (HCR, Guide des procédures et critères pour déterminer le statut de réfugié, Genève, 1979, p.51, §196). Si, certes, la notion de preuve doit s'interpréter avec souplesse dans cette matière, il n'en reste pas moins que c'est au demandeur qu'il incombe de convaincre l'autorité qu'il remplit effectivement les conditions pour bénéficier du statut qu'il revendique.

Enfin pour ce qui est de votre crainte en raison de votre **mariage à une arménienne**, le CGRA ne peut pas non plus établir la crédibilité de votre crainte lié à votre union. Tout d'abord rappelons que vous prétendez vous être marié à madame [T. S.] en 2008 en **Ukraine** (NEP, p.3). Dès lors, il n'y a aucune raison de croire que les autorités azerbaïdjanaises auraient été informées de votre union et que vous rencontreriez par conséquent des problèmes à votre arrivée en Azerbaïdjan. De plus, votre dite épouse se trouverait à l'heure actuelle Géorgie et non pas en Azerbaïdjan, ainsi il y a lieu de questionner à nouveau l'existence de votre crainte. Ensuite, force est de constater que le CGRA **remet en doute l'existence même de votre mariage à une arménienne**. En effet, il ressort du rapport rédigé suite à votre demande de protection temporaire en Belgique que votre séjour en Ukraine est remis en cause, ce qui est également le cas de votre union à madame [T. S.] (voir dossier administratif – rapport d'analyse de police). Lors de votre entretien à l'Office des Etrangers vous n'avez pas été en mesure de fournir le moindre document permettant d'établir l'existence de votre mariage et vous ajoutez par ailleurs affirmé que votre **acte de mariage aurait brûlé** en Ukraine (voir p.8 du questionnaire OE). Ainsi, le CGRA s'étonne que vous soyez à présent en mesure de lui fournir votre acte de mariage lors de votre entretien au CGRA. En effet, au cours de votre entretien, vous déposez votre acte de mariage et ainsi qu'une copie du passeport de votre prétendue épouse (voir document n°3 et n°2 de la farde jointe au dossier administratif). Toutefois, le CGRA questionne la force probante de ces documents. Tout d'abord car vous aviez affirmé lors de votre entretien à l'OE que votre acte de mariage avait brûlé mais également car vous prétendez vous être marié en 2008 alors que votre l'acte de mariage aurait été acté en 2018 à Odessa. Rappelons enfin que le CGRA est tenu d'examiner vos documents avec une circonspection particulière, dès lors qu'il est établi que vous avez déjà fait usage de faux documents dans vos procédures en vue d'obtenir un droit de séjour en Belgique. Pour ces raisons, le CGRA ne peut croire en l'existence de votre mariage à une arménienne et donc aux prétendus problèmes que vous rencontreriez en raison de ce mariage en cas de retour en Azerbaïdjan .

Au vu de l'ensemble des constatations qui précèdent, l'existence dans votre chef d'une crainte fondée de persécution au sens de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 ou d'un risque réel de subir des atteintes graves telles que déterminées à l'article 48/4 de la loi du 15 décembre 1980 ne peut être établie.

Pour ce qui est des documents que vous déposez, ceux-ci ne sont pas de nature à renverser la présente décision. Par ailleurs, il y a lieu de s'interroger sur la force probante des documents que vous déposez.

Tout d'abord, notons que, votre permis de séjour permanent ukrainien étant un document falsifié, il y a également lieu de fortement questionner la véracité du permis de séjour permanent de votre prétendue épouse. Quand bien même votre prétendue épouse aurait effectivement bénéficié d'un permis de séjour permanent en Ukraine, cela n'influence aucunement la présente décision prise à votre égard.

*Pour ce qui est de votre carte d'identité azérie, elle permet uniquement d'établir votre identité et votre nationalité, soit des éléments non contestés dans le cadre de la présente décision.*

*Pour ce qui est du document délivré par un tribunal en Ukraine, rappelons que l'Ukraine n'est pas votre **pays d'origine** et que cette décision examine votre demande au regard de l'Azerbaïdjan. Dans ces conditions, un document issu d'un tribunal ukrainien n'est pas de nature à modifier les conclusions qui précèdent.*

*Pour ce qui est des photos que vous déposez afin de prouver que vous auriez vécu en Ukraine, notons qu'aucun élément présents sur ces photos ne permettent de prouver qu'il s'agit bien de votre maison et que cette dernière se trouve effectivement en Ukraine. Par ailleurs, rappelons que votre séjour en Ukraine est remis en doute par les autorités belges. Votre permis de séjour temporaire en Ukraine présente lui aussi des éléments qui remettent en cause la force probante de ce dernier. En effet, on observe des zones décolorées sur votre carte de séjour temporaire (voir document joint au dossier administratif). Ainsi, pour ces raisons, le fait que vous auriez bénéficié d'un permis de séjour temporaire en Ukraine est lui aussi remis en question. Quand bien même vous auriez réellement obtenu ce titre de séjour, et que vous auriez vécu en Ukraine de manière temporaire cela n'aurait pas d'influence majeure sur la décision prise par le CGRA à votre égard. Cela n'est pas de nature à renverser la présente décision.*

*Concernant le passeport de votre prétendue épouse, dès lors que l'existence de votre mariage est elle-même questionnée par le CGRA, la présentation du passeport de madame [T. S.] n'influence pas la décision prise à votre égard par le CGRA.*

*Enfin, suivant le même raisonnement, pour ce qui est de l'acte de naissance de votre enfant, à nouveau, le CGRA insiste sur la précaution avec laquelle est analysée l'ensemble de vos documents. D'autant que votre fille serait née en 2008 en Ukraine, or, comme présenté ci-dessus, votre séjour en Ukraine est remis en question, tout comme votre l'existence de votre mariage. Toutefois, quand bien même vous seriez le père de mademoiselle [A. K.], elle serait née en Ukraine en 2008 et porterait le nom de famille de sa mère, à savoir « [S.] ». Ainsi il n'y aucune raison de croire que les autorités azéries pourraient faire le lien entre vous et votre prétendue fille.*

### *C. Conclusion*

*Sur base des éléments figurant dans votre dossier, je constate que vous ne pouvez pas être reconnu(e) comme réfugié(e) au sens de l'article 48/3 de la loi sur les étrangers. Vous n'entrez pas non plus en considération pour le statut de protection subsidiaire au sens de l'article 48/4 de la loi sur les étrangers »*

## **2. La requête**

2.1. Dans son recours, le requérant ne formule pas de critique à l'encontre du résumé des faits tel qu'il est exposé dans le point A de la décision entreprise.

2.2. Dans un moyen unique, il invoque la violation de l'article 1<sup>er</sup> de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 concernant le statut des réfugiés (modifié par l'article 1er, §2, de son Protocole additionnel du 31 janvier 1967, ci-après dénommés « la Convention de Genève ») ; la violation des articles 48/2 à 48/5 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, (ci-après dénommée « la loi du 15 décembre 1980 ») ; la violation des articles 2 et 3 de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs ; la violation de l'article 17, §2 de l'arrêté royal du 11 juillet 2003 fixant la procédure devant le Commissariat général aux Réfugiés et aux Apatrides (C. G. R. A.) ainsi que son fonctionnement ; la violation du principe général de bonne administration ; l'erreur manifeste d'appréciation ; la violation des articles 18/1, 2 et 24 de la directive 2013/32/UE du parlement européen et du conseil du 26 juin 2013 relative à des procédures communes pour l'octroi et le retrait de la protection internationale (refonte).

2.3. Dans une première branche, le requérant reproche à la partie défenderesse de n'avoir pas suffisamment pris en considération les traumatismes qu'il a subis et les troubles psychiques qui en découlent. Il fait valoir que les incohérences relevées par la partie défenderesse sont dépourvues de pertinence dès lors qu'elles s'expliquent par sa fragilité psychologique. Il fait grief à la partie défenderesse de ne pas lui avoir reconnu de besoins procéduraux spéciaux et critique le déroulement de son audition au Commissariat général aux Réfugiés et aux Apatrides (C. G. R. A.). Il fait notamment grief à la partie

défenderesse de ne pas avoir sollicité l'assistance d'un psychologue et de ne pas l'avoir informé du délai dans lequel il avait la possibilité de transmettre des pièces complémentaires. Il souligne qu'il joint à son recours un certificat de lésions attestant des mauvais traitements subis pendant sa détention au Nakhitchévan (certificat médical du 17 février 2023).

2.4. Dans une deuxième branche, il conteste la pertinence des différentes incohérences, lacunes et autres anomalies relevées dans ses dépositions pour en mettre en cause la crédibilité. Son argumentation tend essentiellement à réitérer ses propos et à fournir différentes explications factuelles pour minimiser la portée des anomalies relevées par la partie défenderesse ou pour en contester la réalité. Il invoque essentiellement sa fragilité psychologique, sa méconnaissance des dates et l'inadéquation des questions posées. Il souligne encore que, contrairement à ce qui est affirmé dans l'acte attaqué, il a dit avoir été détenu aux prisons numéro 11 et 15 de Bakou, mais il n'a en revanche pas pu donner de numéro pour la prison du Nakhitchévan (requête p.13). Il sollicite l'application en sa faveur de la présomption prévue par l'article 48/7 de la loi du 15 décembre 1980.

2.5. Dans une troisième branche, il reproche à la partie défenderesse de contester la réalité de son mariage avec sa deuxième épouse alors qu'elle ne l'a pas suffisamment interrogé à ce sujet. Il apporte à cet égard différentes explications de fait et compléments d'informations. S'il semble admettre que la production d'un faux document justifie que la partie défenderesse fasse preuve « d'une circonspection particulière » à son égard, il lui reproche d'avoir écarté d'emblée les autres documents qu'il a déposés, en particulier son certificat de mariage et fournit des explications de fait au sujet du faux document de séjour ukrainien qu'il a produit.

2.6. En conclusion, il demande à titre principal l'octroi du statut de réfugié ou du statut de protection subsidiaire et à titre subsidiaire l'annulation la décision attaquée

### **3. Les éléments nouveaux**

3.1. Le requérant joint à son recours une attestation médicale et des extraits de deux rapports concernant l'Azerbaïdjan.

3.2. Le Conseil constate que les documents précités correspondent aux conditions légales et les prend en considération.

### **4. L'examen de la demande**

4.1 L'article 48/3 de la loi, en son paragraphe premier, est libellé comme suit : « *Le statut de réfugié est accordé à l'étranger qui satisfait aux conditions prévues par l'article 1er de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés, modifiée par le protocole de New York du 31 janvier 1967* ». Ledit article 1er de la Convention de Genève précise que le terme « *réfugié* » s'applique à toute personne « *qui craignant avec raison d'être persécutée du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques, se trouve hors du pays dont elle a la nationalité et qui ne peut ou, du fait de cette crainte, ne veut se réclamer de la protection de ce pays* ».

4.2 L'article 48/4 de la loi énonce que : « *Le statut de protection subsidiaire est accordé à l'étranger qui ne peut être considéré comme un réfugié et qui ne peut pas bénéficier de l'article 9 ter, et à l'égard duquel il y a de sérieux motifs de croire que, s'il était renvoyé dans son pays d'origine (...), il encourrait un risque réel de subir les atteintes graves visées au paragraphe 2, et qui ne peut pas ou, compte tenu de ce risque, n'est pas disposé à se prévaloir de la protection de ce pays et ce, pour autant qu'il ne soit pas concerné par les clauses d'exclusion visées à l'article 55/4* ».

Selon le paragraphe 2 de cet article, « *Sont considérés comme atteintes graves :*

a) *la peine de mort ou l'exécution ; ou*

b) *la torture ou les traitements ou sanctions inhumains ou dégradants du demandeur dans son pays d'origine ; ou*

c) *les menaces graves contre la vie ou la personne d'un civil en raison d'une violence aveugle en cas de conflit armé interne ou international* ».

4.3 En l'espèce, la partie défenderesse estime que le requérant n'établit pas la réalité de son mariage avec une ukrainienne résidant en Ukraine et que ses déclarations fluctuantes ne permettent pas de convaincre qu'il a réellement quitté l'Azerbaïdjan et l'Ukraine en raison des faits qu'il invoque pour justifier sa crainte. Elle rappelle que le requérant a déposé un faux document devant les autorités belges afin d'obtenir un titre de séjour et constate que les déclarations qu'il a faites dans le cadre de sa demande de protection internationale présentent des incohérences et d'autres anomalies qui interdisent d'accorder du crédit à son récit. Le requérant conteste la pertinence de ces motifs. Les débats entre les parties portent par conséquent essentiellement sur la crédibilité des dépositions du requérant.

4.4 S'agissant de l'établissement des faits, si la partie défenderesse a pour tâche de collaborer activement avec le demandeur pour récolter tous les éléments pouvant étayer la demande en veillant notamment à collecter toute information précise et actuelle portant sur la situation générale dans le pays d'origine et, le cas échéant, dans les pays de transit (voy. dans le même sens l'arrêt rendu en assemblée générale, CCE, n° 227 623 du 21 octobre 2019), le Conseil observe qu'aucun manquement à cette obligation ne peut lui être reproché en l'espèce. Il rappelle en outre qu'il appartient au demandeur de présenter tous les éléments nécessaires pour étayer sa demande de protection internationale aussi rapidement que possible, comme le mentionne l'article 48/6 de la loi du 15 décembre 1980 et de convaincre l'autorité chargée de l'examen de sa demande de protection internationale qu'il remplit effectivement les conditions pour bénéficier du statut qu'il revendique. Or, en l'espèce, la partie défenderesse expose pour quelles raisons et les documents qu'il produit ne sont pas de nature à convaincre de la réalité de la crainte de persécution invoquée.

4.5 La motivation de la décision attaquée est en effet suffisamment claire et intelligible pour permettre au requérant de comprendre pour quelles raisons la partie défenderesse estime que ce dernier n'établit pas la réalité des faits qu'il invoque pour justifier sa crainte d'être persécuté. Le Conseil constate que ces motifs se vérifient à la lecture du dossier administratif et qu'ils constituent un faisceau d'éléments convergents, lesquels, pris ensemble, sont déterminants et permettent de fonder la décision attaquée, empêchant de tenir le bien-fondé de la crainte du requérant pour établie à suffisance. Ils portent, en effet, sur les principaux événements invoqués pour justifier sa crainte, à savoir les poursuites dont il a été victime en Azerbaïdjan et la réalité de son union avec une ressortissante d'Arménie. La partie défenderesse expose également longuement pour quelles raisons elle écarte les documents produits.

4.6 Les moyens développés dans le recours ne permettent pas de conduire à une conclusion différente. Le Conseil constate, à la lecture du dossier administratif, que le récit du requérant est généralement dépourvu de consistance. Il n'aperçoit dans son recours aucun d'élément de nature à pallier les faiblesses de son récit et/ou à établir le bienfondé de ses craintes. Le requérant ne conteste pas sérieusement la réalité des nombreuses anomalies relevées dans ses dépositions successives mais se borne essentiellement à réitérer ses propos et à les justifier en fournissant des explications de fait qui ne convainquent pas le Conseil. Pour le surplus, son argumentation tend à justifier les nombreuses anomalies de son récit par sa fragilité psychologique.

4.7 Le Conseil n'est pas convaincu par cette argumentation. Il se rallie à cet égard aux arguments développés par la partie défenderesse dans sa note d'observation et qui sont reproduits ci-dessous.

*« En termes de requête, la partie requérante indique qu'au cours de l'audition, l'attention a été attirée sur le parcours psychologique du requérant ; que dès le début de l'audition, il apparaissait que le requérant a un état de stress post-traumatique entraînant un discours totalement déstructuré ; que face à un tel constat, le CGRA aurait dû mettre en place des mesures de soutien, comme l'accès à un médecin, psychologique voire un psychiatre.*

*A cela, la partie défenderesse rétorque que si l'avocat, lors de son intervention, à la fin de l'entretien, a attiré l'attention de l'OP sur « le parcours psychologique » du requérant en revanche, il n'a jamais parlé d'un quelconque stress post-traumatique ou encore de la nécessité de mettre en place des besoins procéduraux spéciaux et encore moins d'un éventuel recours à un médecin, psychologue ou psychiatre. Au cours de l'entretien, rien de tel n'a été évoqué. Outre mentionner, lors de son intervention, à la fin de l'entretien, que certains faits sont anciens, qu'ils s'inscrivent sur une longue période ou encore que le requérant a du mal à avoir un discours chronologique, l'avocat n'a jamais prétendu que le requérant était inapte à présenter son cas de manière fonctionnelle au point à ne pas avoir d'autre choix que de recourir aux services d'un professionnel de la santé mentale.*

*Si d'importantes contradictions temporelles ont été relevées à la lecture de ses déclarations successives, mais aussi entre ses déclarations et les documents déposés à l'appui de sa demande et que, le CGRA*



n'a jamais, en définitive, contesté les éventuelles difficultés du requérant à retenir les dates, d'autres éléments essentiels ont amené le CGRA à ne pas pouvoir tenir pour comptant les faits tels que relatés et invoqués, éléments qui n'ont pas de lien avec la chronologie du récit. Ils concernent notamment les circonstances dans lesquelles le requérant aurait blessé les fils de la soeur de Moussa et Issa, l'absence de preuve pertinente des problèmes allégués, le caractère imprécis de ses déclarations concernant ses persécuteurs, ses retours volontaires en Azerbaïdjan ou encore le fait d'avoir déposé un document frauduleux, soit autant d'éléments, comme mentionné supra, qui n'ont pas de lien direct avec la chronologie du récit.

A noter que, le requérant n'a déposé aucun document de nature à attester, dans son chef, l'existence d'une souffrance psychologique ou une incapacité réelle à se situer dans le temps et à relater chronologiquement les faits à l'origine de sa demande.

Le certificat médical annexé à la requête, établi le 17 février 2023, ne dit rien quant à l'éventuel présence de symptômes traduisant une souffrance psychologique. Rien de concret n'est mentionné à ce sujet. Ce document n'apprend rien quant au « parcours psychologique » allégué du requérant. Concernant toujours le certificat médical annexé à la requête, établi le 17 février 2023, la partie requérante indique que ce document fait état de lésions traumatiques objectives qui seraient de nature à démontrer que le requérant a bien subi des tortures dans son pays d'origine. A cela, la partie défenderesse rétorque que ce document constate, dans le chef du requérant, comme lésions objectives, « lésions de tous les ongles des pieds », « douloureuses et saignantes s'il fait froid » et, comme lésions subjectives, « céphalées » ; que ce document ne comporte toutefois pas une analyse rigoureuse des causes probables de ces lésions puisqu'il indique vaguement et laconiquement : **Selon les dires de la personne, ces lésions seraient dues à « on m'a arraché tous les ongles quand j'étais en prison en Azerbaïdjan et frappé sur la tête avec bouteilles d'eau remplies »** ; que rien n'est mentionné quant à la compatibilité des lésions constatées avec **les violences déclarées par le requérant** ; que ce document médical reste donc très obscur sur les circonstances factuelles qui sont à la base des lésions constatées ; qu'en outre, ce rapport médical ne fait pas état de séquelles ou de pathologies d'une spécificité telle qu'il puisse être conclu à l'existence d'une forte indication de traitement contraire à l'article 3 de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Enfin, comme mentionné supra, rien de concret n'est dit sur l'état psychique du requérant.

Par ailleurs, la partie requérante reproche au CGRA de ne pas avoir posé la moindre question au requérant sur son mariage avec T.S. et ses craintes en cas de retour en Azerbaïdjan du fait de sa relation avec une Arménienne et ce au regard de la problématique des couples mixtes Azéri – Arménien en Azerbaïdjan ; que les arguments retenus par le CGRA en lien avec les documents déposés (acte de mariage, copie du passeport du T.S., l'acte de naissance de leur fille) sont insuffisants ; qu'elle relève notamment qu'aucune question n'a été posée sur la provenance de ces documents et en particulier l'acte de mariage qui peut avoir été envoyé par son épouse qui se trouve actuelle en Géorgie et qui peut, de son côté, posséder aussi un extrait de l'acte de mariage.

Si la partie requérante reproche au CGRA de ne pas avoir posé la moindre question sur le mariage du requérant avec la dénommée T.S. et ses craintes en cas de retour en Azerbaïdjan, la partie défenderesse constate que, de son côté, la partie requérante n'apporte aucun élément supplémentaire et individualisé à ce sujet. Elle se contente, en définitive, d'affirmer de manière générale – sans préciser concrètement les éventuelles sources sur lesquelles elle s'appuie et qui seraient susceptibles d'éclairer la partie défenderesse – que des couples mixtes Azéri – Arménien peuvent rencontrer des problèmes en Azerbaïdjan à cause de la guerre qui oppose ce pays et l'Arménie. Elle ne fournit aucune information sur les éventuels problèmes que pourraient personnellement rencontrer le requérant et son épouse alléguées en cas de retour en Azerbaïdjan.

Concernant les documents, la partie défenderesse estime, contrairement à ce que prétend la partie requérante, que ceux-ci ont fait l'objet d'une analyse tant au cours de l'entretien que dans le cadre de la prise de décision. Le CGRA a notamment constaté que certains comportaient des anomalies ou entraient en contradiction avec les déclarations du requérant et que les autres documents étaient sans lien suffisant avec les faits allégués. Qu'il en va ainsi des documents censés attester le lien marital allégué. A noter que dans la mesure où il est clairement établi que le permis de séjour permanent ukrainien du requérant – une des pièces maîtresses du dossier – est un faux, le CGRA est en droit de se demander quelle fiabilité peut-il encore accorder aux autres documents dont certains, comme indiqué supra, contiennent des anomalies et/ou des contradictions avec les déclarations du requérant. Concernant lesdits documents la partie défenderesse se réfère aux commentaires du CGRA dans l'acte attaqué. Enfin, elle rappelle que ces documents sont sans lien suffisant avec les faits et craintes allégués. A supposer le lien marital établi, quod non en l'espèce, le requérant ne fait état d'aucune information concret et supplémentaire qui puisse individualiser sa crainte en raison de sa supposée relation maritale avec une Arménienne. »

4.8 S'agissant du reproche fait à la partie défenderesse d'avoir à tort écarté l'acte de mariage produit, le Conseil constate en outre que la copie qui en est produite présente une contradiction interne qui interdit de lui reconnaître la moindre force probante. Il ressort en effet de la lecture de ce document qu'il a été délivré le 15 mars 2018 pour attester d'un événement qui n'a pas encore eu lieu, à savoir l'enregistrement d'un mariage le 15 mars 2019 (dossier administratif, pièce 18/3). Invité à s'exprimer au sujet de cette incohérence manifeste lors de l'audience du 14 décembre 2023, le requérant ne peut fournir aucune explication. Il s'ensuit que le mariage du requérant avec un ressortissante d'Arménie n'est pas établi à suffisance et qu'il n'y a dès lors pas lieu d'examiner le bienfondé de la crainte invoquée par ce dernier en lien avec un mariage qu'il qualifie de « mixte ».

4.9 La présomption prévue par l'article 48/7 de la loi du 15 décembre 1980 n'est pas applicable en l'espèce dès lors que le requérant n'établit pas avoir fait l'objet de persécutions ou d'atteintes graves en Azerbaïdjan.

4.10 Le Conseil estime encore que le bénéfice du doute ne peut pas non plus être accordé au requérant. En effet, le Conseil rappelle que le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés recommande d'accorder le bénéfice du doute à un demandeur si son récit paraît crédible (HCR, *Guide des procédures et critères à appliquer pour déterminer le statut de réfugié au regard de la Convention de 1951 et du Protocole de 1967 relatifs au statut des réfugiés*, Genève, 1979, réédition, 2011, pages 40 et 41, § 196) et précise que le « bénéfice du doute ne doit être donné que lorsque tous les éléments de preuve disponibles ont été réunis et vérifiés et lorsque l'examineur est convaincu de manière générale de la crédibilité du demandeur » (Ibid., § 204). De même l'article 48/6 de la loi du 15 décembre 1980 stipule que « *Lorsque le demandeur n'étaye pas certains aspects de ses déclarations par des preuves documentaires ou autres, ces aspects ne nécessitent pas confirmation lorsque les conditions cumulatives suivantes sont remplies :*

- a) *le demandeur s'est réellement efforcé d'étayer sa demande ;*
- b) *tous les éléments pertinents à la disposition du demandeur ont été présentés et une explication satisfaisante a été fournie quant à l'absence d'autres éléments probants ;*
- c) *les déclarations du demandeur sont jugées cohérentes et plausibles et elles ne sont pas contredites par les informations générales et particulières connues et pertinentes pour sa demande ;*
- d) *[...] ;*
- e) *la crédibilité générale du demandeur a pu être établie. »*

Le Conseil estime qu'en l'espèce ces conditions ne sont manifestement pas remplies et qu'il n'y a dès lors pas lieu d'octroyer au requérant le bénéfice du doute.

4.11 Il résulte de ce qui précède que les motifs de la décision entreprise constatant le défaut de crédibilité des faits invoqués sont établis. Le Conseil constate que ces motifs sont pertinents et suffisent à fonder la décision entreprise. Il estime par conséquent qu'il n'y a pas lieu d'examiner plus avant les autres griefs de cette décision ni les arguments de la requête s'y rapportant, cet examen ne pouvant, en toute hypothèse, pas induire une autre conclusion.

4.12 Enfin, le Conseil observe qu'il n'est pas plaidé, et lui-même ne constate pas au vu de l'ensemble des pièces du dossier, que la situation dans la région d'origine du requérant, correspondrait actuellement à un contexte de violence aveugle dans le cadre d'un conflit armé interne ou international au sens de l'article 48/4, §2, c) de la loi du 15 décembre 1980.

4.13 Au vu de ce qui précède, le requérant n'établit pas qu'il a quitté son pays d'origine ou qu'il en reste éloigné par crainte de persécution au sens de l'article 1<sup>er</sup>, section A, § 2, de la Convention de Genève. Il n'établit pas davantage qu'il encourrait en cas de retour dans son pays un risque réel d'atteinte grave au sens de l'article 48/4 de la loi du 15 décembre 1980.

## **PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :**

### **Article 1<sup>er</sup>**

La partie requérante n'est pas reconnue réfugiée.

## **Article 2**

Le statut de protection subsidiaire n'est pas accordé à la partie requérante.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le vingt-deux décembre deux mille vingt-trois par :

M. de HEMRICOURT de GRUNNE,	présidente f.f., juge au contentieux des étrangers,
M. BOURLART,	greffier.

Le greffier,	La présidente,
--------------	----------------

M. BOURLART

M. de HEMRICOURT de GRUNNE